



## Le massacre le plus meurtrier causé par une entreprise au cours de l'Histoire

**Quand:** Minuit, dans la nuit du 2 au 3 décembre, 1984

**Où:** Dans les quartiers pauvres de la ville de Bhopal, la capitale du Madhya Pradesh, ayant une population d'environ 1 million d'habitants.

**Comment:** 40 tonnes d'isocyanate de méthyle (MIC), un produit chimique 500 fois plus toxique que le cyanure d'hydrogène, s'est échappé d'une usine de pesticides. Celle-ci était détenue et gérée par l'Union Carbide Corporation, une multinationale américaine.

**Pourquoi:** La conception de l'usine de MIC était très différente de celle aux États-Unis, avec beaucoup moins d'équipement de sécurité, et des matériaux de construction de qualité inférieure (afin de réduire les coûts de 30%). La multinationale a tenu une Campagne Globale pour l'Économie en 1980, l'année où l'usine a commencé. Dans le cadre de cette campagne, des systèmes de sécurité essentiels étaient éteints, près de la moitié des ouvriers étaient renvoyés, et les avertissements de vérification de la sécurité étaient ignorés.

**Quoi:** Le MIC est entré dans le système sanguin de ceux qui l'ont respiré et a endommagé les yeux, les poumons, le cerveau, le système immunitaire, reproducteur, musculosquelettique, etc., en plus d'affecter leur santé mentale. Huit mille personnes furent tuées dans les trois premiers jours. Plus d'un demi million furent mutilés pour le reste de leurs vies.

### **BHOPAL AUJOURD'HUI:**

#### **Les coupables**

- Accusée d'homicide involontaire et d'autres infractions graves, Union Carbide continue de fuir les tribunaux indiens. Elle est actuellement possédée par Dow Chemical, une autre multinationale américaine qui a fusionné avec DuPont en 2017, avant de se séparer cette année.
- En utilisant son influence politique, incluant celle d'Henry Kissinger, Union Carbide a convaincu le gouvernement indien d'accepter un montant de règlement à moitié couvert par son assurance et ne coûtant à la société que 43 cents par action.
- Le président de la multinationale, qui a approuvé la conception dangereuse de l'usine d'MIC à Bhopal, ne s'est pas présenté au tribunal. Il est mort dans une ville balnéaire des États-Unis.
- Aucun des huit exécutifs de la filiale indienne d'UCC n'ont passé de temps en prison depuis 1984. La filiale asiatique d'UCC s'est retirée du marché puis réincarnée en deux entreprises, afin d'évader à ses responsabilités criminelles.
- Dow Chemical pris le contrôle d'Union Carbide en 2001, avec l'intention d'investir 5 milliards de dollars en Inde. La compagnie n'a pas réussi à investir ne serait-ce qu'une fraction de ce montant au cours des 18 dernières années. Suite à l'opposition violente des villageois locaux, la multinationale dû revenir sur sa décision d'installer son principal Centre de Recherche et Développement dans la région.

### **Les victimes et les survivants**

- Plus de 17 mille personnes sont mortes pendant les années suivant le désastre. Parmi ceux qui furent gravement exposés, le taux de décès est 26% plus haut que celui dans une population donnée.
- Plus que 150 000 personnes continuent à combattre des maladies chroniques causées par le contact avec les produits toxiques.
- La majorité de la population affectée ne put continuer avec leurs métiers habituels, entraînant des dizaines de milliers de familles dans la famine.
- Les taux des cancers, de tuberculose, et de maladies rénales mortelles continuent à être largement plus élevés au sein de la population touchée par

les gaz comparativement aux taux national.

- Des dizaines de milliers d'enfants nés de parents exposés aux gaz vinrent au monde avec des taux anormalement élevés de maladies affectant le développement cognitif et physique, ainsi que des anomalies congénitales.
- 93% des survivants du désastre ont reçu seulement 500\$ en dédommagement pour les dommages personnels. Les familles des personnes décédées ont reçu 2 000\$ pour chaque mort. Le nombre de décès et de blessés ont été minimisés par les agences gouvernementales afin de concorder avec le maigre accord offert par Union Carbide.

### **Le désastre environnemental**

- En plus de la catastrophe gazière, une catastrophe environnementale est constamment en cours dans le secteur. En effet, Union Carbide procède à une élimination dangereuse de ses déchets toxiques produits par l'usine depuis 1969, pompe des déchets dangereux dans des étangs mal-conçus, près de l'usine, depuis 1977, et a effectué un déversement de façon imprudente de boues toxiques dans ces mêmes étangs, en 1996. Le tout, causant la contamination des eaux souterraines de la ville.
- Selon les registres de la Cour Suprême d'Inde, presque 100 000 habitants de 48 communautés situées à moins de 5 km de l'usine sont actuellement affectés par la contamination des eaux souterraines.
- L'analyse des eaux souterraines par des organismes scientifiques officiels a révélé la présence de produits chimiques toxiques, de pesticides et de métaux lourds, qui s'accumulent dans l'organisme des personnes exposées et causent des lésions au cerveau, aux poumons, au foie, aux reins et au matériel génétique.

### **La politique internationale**

- Il existe des preuves documentées démontrant la participation active du secrétaire d'État et conseiller en sécurité nationale des États-Unis, Henry Kissinger, au financement et à l'approbation officielle de l'usine de MIC à Bhopal. Il existe également des preuves qui démontrent que les associés de Kissinger ont continué à faire pression pour que Dow Chemical bénéficie de

l'impunité juridique.

- Au cours des 35 dernières années, le gouvernement des États-Unis a protégé les fugitifs de cette affaire criminelle et a refusé d'écouter les plaintes des survivants. Le gouvernement américain continue de violer le Traité d'assistance juridique mutuelle avec l'Inde et empêche Dow Chemical d'être appelée devant le tribunal de district de Bhopal.
- Des organisations internationales telles que l'ONU et l'OMS, qui se hâtent d'aider dans les affaires de catastrophes naturelles, ont à peine levé le petit doigt concernant la catastrophe de Bhopal, créée par l'homme. La Cour internationale de Justice a exprimé son incapacité à répondre aux questions légales et juridiques.

### **La politique nationale**

- Quel que soit le parti politique au pouvoir, un lien étroit et ininterrompu a été créé entre le gouvernement indien et les entreprises coupables au cours des 35 dernières années. Les premiers ministres successifs ont justifié la clémence officielle envers Union Carbide en soutenant qu'une telle politique est nécessaire afin de garantir la poursuite des investissements de capitaux américains en Inde.
- Les partis politiques n'ont jamais prêté une attention particulière à la catastrophe. Un gouvernement communiste est même allé jusqu'à saluer les investissements de Dow Chemical dans la région, au mépris de ses obligations envers Bhopal.

### **L'épreuve des survivants**

- Plusieurs organisations dirigées par des survivants se battent depuis plus de trois décennies pour obtenir la justice et la dignité (des soins de santé appropriés, de la réadaptation économique et sociale ainsi que des conditions de vie sûres).
- Une grande majorité des survivants-activistes sont des femmes. Elles sont parmi les plus pauvres et les plus touchées par la catastrophe.

- Comme ligne de conduite, les organisations des survivants suivent généralement une politique de «par tous les moyens nécessaires». Elles ont notamment adopté des méthodes de protestation telles que le jeûne (y compris des jeûnes sans boire d'eau), des rassemblements ainsi que des protestations allant de Bhopal à New Delhi. Elles ont également tenu des protestations où elles simulent des morts aux coins de rues les plus animés ainsi qu'au bureau du Premier ministre. À tout cela s'ajoutent des pétitions légales devant différents tribunaux.
- Certaines des victoires principales de la longue lutte des survivants de Bhopal sont : la révocation officielle de l'immunité pénale accordée à Union Carbide; l'affirmation réussie du droit aux intérêts courus sur chaque indemnité; le droit des victimes de Bhopal à des soins de santé reconnus judiciairement comme un droit constitutionnel fondamental; l'obligation du gouvernement indien à demander l'extradition d'Anderson; la convocation de Dow Chemical devant les tribunaux; la distribution d'eau potable à 20 000 familles résidant dans des zones où les eaux souterraines sont contaminées; l'acceptation judiciaire de la surveillance par les citoyens de la propagation de la contamination ainsi qu'imposition d'obstructions supplémentaires à Dow Chemical d'étendre ses activités en Inde.
- Des organisations et des personnes de différentes régions du monde ont depuis longtemps une solidarité active avec la lutte des survivants de Bhopal, ce qui joue un rôle essentiel dans le succès de ces derniers. La Solidarité avec les victimes de Dow Chemical à Bhopal est une association mondiale d'organisations active dans les domaines de l'environnement et de la justice environnementale, des droits de l'Homme, de la criminalité d'entreprise et d'autres problèmes.

### **Demandes pour le 35ème anniversaire**

1. Compensation financière: Union Carbide / Dow Chemical doit payer un minimum de 8 000\$ Américains à chaque survivant de Bhopal à titre d'indemnité supplémentaire pour dommages corporels, tel que réclamé par la Cour suprême de l'Inde. Le gouvernement indien doit obliger Union Carbide / Dow Chemical à payer une indemnisation pour les dommages causés à la santé et à l'environnement par la contamination des sols et des eaux souterraines.

2. Sanction pénale: le gouvernement des États-Unis doit signifier sans plus attendre à

Dow Chemical la convocation au tribunal de district de Bhopal. Le gouvernement indien doit garantir que le procès criminel des dirigeants de sociétés indiennes accusés se termine d'ici aux six mois prochains.

3. Soins de santé et recherche: Le gouvernement indien doit garantir que des protocoles de traitement standardisés soient développés pour les maladies chroniques liées à l'exposition aux gaz. Le gouvernement indien doit établir un registre de la population pour tous les décès, naissances et malformations congénitales des familles exposées au gaz. Le gouvernement indien doit assurer que le NIREH (Institut National de recherche sur la santé Environnementale) respecte son engagement envers les survivants de Bhopal en générant des informations scientifiques sur les dommages sanitaires à long terme causés par le désastre gazeux et les moyens les plus efficaces de les diminuer. Le gouvernement de l'état du Madhya Pradesh doit s'assurer que des soins médicaux gratuits soient disponibles pour les résidents qui ont bu de l'eau souterraine contaminée pendant six mois ou plus.

4. Réadaptation: Les gouvernements des États indiens et des États membres doivent garantir qu'une pension mensuelle de 3000 roupies est payée à toutes les femmes devenues veuves suite au désastre et à toutes celles qui sont incapables de subvenir à leurs besoins suite à leur exposition au gaz.

5. Nettoyage: le gouvernement indien doit garantir une évaluation scientifique complète de la profondeur, de l'étendue et de la nature de la contamination des sols et des eaux souterraines autour de l'usine de pesticides abandonnée. Union Carbide / Dow Chemical doit prendre en charge le nettoyage du sol et des eaux souterraines en conformité des normes internationales. Le gouvernement de l'état doit cesser de tenter d'étouffer les conséquences de la contamination et construire un monument commémoratif au-dessus des terres contaminées.

**SVP, organisez des actions de solidarité le 3 décembre 2019 à l'occasion du 35e anniversaire de la plus grave catastrophe industrielle dans le monde.**

Organisez une démonstration, une veillée aux chandelles, un symposium, une conférence publique ou une projection du film pour commémorer le 35e anniversaire.

Soutenez les revendications des survivants de Bhopal et écrivez à Dow Chemical ainsi qu'au gouvernement indien.

Organisez une action directe pacifique dans l'un des bureaux ou installations de Dow Chemical près de chez vous.

Visitez [www.bhopal.net](http://www.bhopal.net) pour des ressources et plus d'informations.

Contact en Inde: Rachna Dhingra,  
Courriel: [rachnya@gmail.com](mailto:rachnya@gmail.com), Cellulaire: +91 9826167369.

Contact au Royaume-Uni: Tim Edwards,  
Courriel: [timedwards@riseup.net](mailto:timedwards@riseup.net), Cellulaire: +44 7748 508852

Contact en Amérique du Nord: Rox Carter,  
Courriel: [justice@bhopal.net](mailto:justice@bhopal.net), Cellulaire: +1 905 650 1305